

Vous aussi devenez contributeur
Le Monde de l'Énergie



PAROLES D'EXPERTS



Chems-eddine Hafiz

Le soleil des énergies renouvelables se lève en Algérie

Thibault Laconde

Houston : les conséquences d'Harvey sur le cœur de l'industrie pétrolière américaine



Le soleil des énergies renouvelables se lève en Algérie



ACTUALITÉS

ENERGIES RENOUVELABLES

INTERNATIONAL

Un appel d'offres solaire de 4 000 MW sera bientôt lancé en Algérie. Et à travers lui, c'est toute une politique axée sur le développement des énergies renouvelables qui prend son élan. Eclairage de **Chems-eddine Hafiz**, associé LPA-CGR avocats, spécialiste des questions énergétiques.

Alors que l'Algérie dispose d'un potentiel solaire extrêmement important, elle a longtemps privilégié l'exploitation de ses hydrocarbures qui occupent toujours un poids significatif dans l'économie. 98% des recettes d'exportations proviennent du pétrole et du gaz conventionnel. Comment sortir de cette dépendance ?

L'Algérie essaye d'abord d'en sortir par une maîtrise de l'énergie. Le pays est effectivement mono-exportateur, les 2% que représentent l'agriculture, le liège et certains produits transformés, sont vraiment un épiphénomène. L'accent n'a pas été suffisamment mis sur le développement d'autres industries.

Tous les plans de développement ont été organisés autour du déploiement d'exportations génératrices de devises depuis l'indépendance en 1962. A la fin des années 1990, les autorités algériennes ont décidé à la fois de mettre en place, sur le plan réglementaire, des mécanismes pour la maîtrise de l'énergie et depuis le début des années 2000 la mise en place d'un dispositif juridique pour le développement des énergies renouvelables. À partir de 2002, de nombreux textes ont été promulgués qui, aujourd'hui en 2017, montrent que l'Algérie, disposant d'atouts naturels exceptionnels tel que l'ensoleillement pour l'énergie solaire (plus de 3 500 heures par an), déploie de grands efforts pour calquer sa politique énergétique sur le reste du monde dans la transition énergétique annoncée.



republier cet article
sur votre site

Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

A LIRE ÉGALEMENT

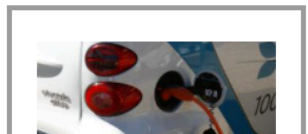
Le soleil des énergies renouvelables se lève en Algérie

Un appel d'offres solaire de 4 000 MW sera bientôt lancé en Algérie. Et à travers lui, c'est toute une politique...

Houston : les conséquences d'Harvey sur le cœur de l'industrie pétrolière américaine

Du 26 au 30 août, l'ouragan Harvey frappait Houston, 4e ville des États-Unis et grand centre industriel. Un mois après...

LES PLUS CONSULTÉS



22 Sep 2017 10h18

Total: accord avec Chevron pour explorer dans le Golfe du Mexique

22 Sep 2017 8h18

Interconnexion électrique France-Espagne: les régulateurs s'accordent sur le financement

22 Sep 2017 7h46

France: les énergies vertes ont assuré 22,1% de la consommation électrique au 2T

21 Sep 2017 17h28

Butagaz se lance dans la fourniture de gaz et d'électricité aux particuliers

21 Sep 2017 11h20

Pétrole: un permis d'exploration de Total en Guyane prolongé

20 Sep 2017 20h51

Luxe: LVMH va doubler en 2018 son fonds carbone interne

20 Sep 2017 18h06

USA: les stocks de brut augmentent un peu plus qu'attendu au 15/09

20 Sep 2017 15h03

Solaire: 310 lauréats pour un appel d'offres national

20 Sep 2017 14h39

Energie : Eon en voie de céder sa participation dans Uniper



LE MINISTÈRE
DE L'ÉNERGIE
RÉGIONNEZ LA COMMUNAUTÉ

Le Mag



RECEVOIR LE MAG



SAISISSEZ VOTRE EMAIL POUR
VOUS INSCRIRE À NOTRE
NEWSLETTER

vous e mail

JE M'ABONNE !

Un signe qui ne trompe pas... un renouvelables et à l'environnement a été créé à l'occasion du dernier remaniement ministériel. Est-ce pour talonner le Maroc voisin qui a pris le leadership de la transition énergétique en Afrique depuis la COP 22 et sa politique ambitieuse dans l'énergie solaire ?

Difficile à dire, je ne pense pas que c'est en regardant le Maroc, en concurrence sur ce secteur de l'énergie, que les contours du ministère algérien ont été conçus. Une chose est sûre : il était nécessaire de déterminer les prérogatives du ministère de l'énergie avec Sonatrach, l'entreprise publique algérienne actrice majeur de l'industrie pétrolière.

Je considère que l'Etat algérien a marqué véritablement sa volonté politique de réussir les objectifs qu'il s'est assigné pour 2030, à savoir 27% d'énergies renouvelables dans le bouquet énergétique, contre 2% aujourd'hui. La part la plus importante serait dédiée au photovoltaïque.

Le gouvernement cherche désormais à mieux exploiter ses ressources naturelles. Un appel d'offres solaire de 4 000 MW doit être lancé. Plusieurs dispositifs viennent de voir le jour en prélude à la compétition. N'est-ce pas trop ambitieux ?

Oui, ce programme est très ambitieux. Les autorités ont mis la barre très haute car elles considèrent qu'elles réunissent toutes les conditions pour pouvoir lancer ce programme solaire.

Des entreprises étrangères, on imagine, se sont déjà positionnées sur ce nouveau marché nord-africain ...

Aujourd'hui, il y a trois pays impatients pour développer les énergies renouvelables en Algérie. D'abord les Chinois qui entendent mettre des moyens considérables. Ensuite le Japon qui essaye de signer des accords stratégiques avec certaines entreprises en Algérie pour pouvoir être prêt à répondre à l'appel d'offres de 4 050 MW, et en même temps à développer d'autres projets. Car il ne faut pas oublier qu'il y en a d'autres. Fin 2016, par exemple, l'Algérie a lancé des projets pilotes de fermes éoliennes et de centrales à gaz solaires. Et enfin les Allemands, qui sont en amont sur tout ce qui touche aux ENR. Ils sont en relation avec le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) accompagné par l'institut pétrologie allemand pour travailler sur les infrastructures dans le domaine de l'énergie solaire.

Il y a évidemment d'autres pays comme l'Espagne, l'Italie et la France qui regardent l'Algérie. À ce propos, du fait d'une forte présence à l'international et notamment grâce à ses deux bureaux en Afrique du nord, LPA-CGR avocats a été consulté par plusieurs entreprises étrangères pour savoir s'il était plus opportun de s'établir sur le continent africain par le Maroc ou par l'Algérie. Au-delà des énergies renouvelables, Rabat et Alger sont en compétition pour accompagner des entreprises étrangères en Afrique. L'Algérie ayant eu une histoire importante avec le reste du continent en étant le frère aîné de l'Afrique. Après l'indépendance du pays, l'Algérie s'est tout de suite tournée vers les pays encore colonisés pour les soutenir dans le recouvrement de leur souveraineté. Alger a eu par la suite des relations privilégiées avec les dirigeants africains. Mais le Maroc n'est pas en reste puisqu'il y a une activité dynamique de la part du roi et des autorités marocaines pour s'assurer des parts de marché sur le continent.

Dans cette compétition, les entreprises étrangères regardent ce mastodonte algérien, qui, par sa superficie et ses ressources, peut devenir un acteur

La voiture électrique, fer de lance de la transition



Afrique subsaharienne : le paiement à l'usage au service du solaire



La blockchain au service de la mobilité électrique ?

incontournable dans le domaine des énergies renouvelables. Le Maroc, avec une législation plus ancienne et performante, a évidemment son rôle à jouer. J'estime que ces deux grands pays Maghrébins ont tout intérêt à imaginer des actions communes pour aider de manière pragmatique l'Afrique subsaharienne qui va connaître, dans les prochaines années, un véritable boom dans le domaine des ENR. Plusieurs dizaines de milliards de dollars seraient prochainement investis sur cette partie du continent.

Dans quelle partie de l'Algérie serait développé le programme d'installation de centrales photovoltaïques ?

Principalement dans le Sahara. Il faut savoir qu'il y aurait trois lots de 1 350 MW chacun qui seraient installés. Certains experts préconisent de faire de plus petites centrales, entre 500 et 600 MW pour pouvoir avoir plus de lots et mieux les répartir géographiquement.

Il faut noter que ce programme d'énergies renouvelables est une première dans l'histoire économique de l'Algérie qui, jusqu'à présent, était dictée par la planification et l'étatisation. Un cluster d'énergie solaire a ainsi été créé début septembre composé d'entreprises privées et publiques. A ses côtés, le CDER, deux autres instituts de recherche en matière d'énergies renouvelables et des représentants du ministère de l'énergie et de l'industrie. Les autorités ont compris qu'il était nécessaire d'avoir la participation de tous les acteurs pour bénéficier de propositions concrètes. Le Forum des Chefs d'Entreprises (FCE), l'équivalent du Medef algérien, par exemple, a créé un département énergies renouvelables avec à sa tête une personne très active. On voit donc que le secteur privé participe grandement au développement des ENR. Aujourd'hui, tout est mis en œuvre pour faciliter l'élan de cette industrie devenue indispensable avec la chute des prix du pétrole qui met en difficulté l'Algérie.

Et il ne faut pas se focaliser uniquement sur ce projet de 4 000 MW. Récemment, une couverture photovoltaïque a été installée sur l'aéroport d'Oran, de nombreuses conférences sur les énergies renouvelables sont organisées ...

Récemment encore, la société chinoise, Sinohydro Corporation Limited vient de remporter le marché de la réalisation en EPC (Engineering, Procurement & Construction) d'une Station Photovoltaïque gérée conjointement par Sonatrach et l'italien ENI. Sans oublier que des discussions sont avancées pour la construction de champs éoliens, et la [biomasse](#) n'est pas en reste ... Bref, les énergies renouvelables ont un bel avenir en Algérie.

Articles similaires

[La France va lancer la première obligation verte d'Etat en 2017](#)
4 septembre 2016
Dans "Environnement"

[Climat: "on ne peut pas arrêter" la lutte contre le réchauffement \(Guterres\)](#)
2 juin 2017
Dans "AFP"

[Au sommet de l'ONU, la France promet 1 milliard pour le fonds vert](#)
24 septembre 2014
Dans "Actualités"